

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article14180>

Le nationalisme économique bouscule l'attribution du marché des camions militaires

- Défense - France -



Date de mise en ligne : jeudi 25 novembre 2010

Spyworld Actu

Remporté par Iveco associé à la PME alsacienne Lohr, un appel d'offres de près de 2.000 camions militaires va être « retravaillé » pour donner une nouvelle chance à Renault Trucks Defense, dont le plan de charge est menacé. Alain Juppé devra trancher.

L'affaire fleure bon le nationalisme économique. Attendue sous peu, la notification au couple Iveco-Lohr d'une première tranche de 200 camions militaires sur un contrat total de 1.800 a été renvoyée sine die.

La filiale de Fiat, associée à la PME alsacienne, a pourtant remporté l'appel d'offres, baptisé « porteur polyvalent terrestre » ou « PPT », comme l'indique la lettre spécialisée « TTU ». Mieux, la Direction générale pour l'armement (DGA) était il y a quelques jours encore sur le point de notifier le contrat évalué à 1 milliard d'euros dans sa totalité. Mais au dernier moment, décision a été prise de surseoir et de retravailler la procédure. Objectif : faire de la place au candidat malheureux, Renault Trucks.

Cette société est pourtant arrivée derrière la filiale de Fiat dans le cadre d'une compétition ouverte. Et elle n'est plus française : Renault Trucks appartient depuis 2001 au suédois Volvo. Mais l'entreprise reste industriellement très implantée dans l'Hexagone, et la perte de ce contrat pourrait avoir de graves conséquences pour son plan de charge en France. Elle a déposé un recours.

Pas sûr qu'on apprécie cette remise en cause du côté de Strasbourg, car Lohr qui devait prendre en charge l'aménagement de la cabine et du châssis de véhicules « made in Italie » doit également compter avec des commandes en berne. Pour la PME, ce contrat représente 250 millions de revenus et du travail pour une centaine de personnes pendant neuf ans. Il revient désormais à la DGA de présenter des propositions au nouveau ministre de la Défense, Alain Juppé, en vue d'un éventuel partage du marché. « C'est sans doute vers cela qu'on s'achemine », estime un intervenant.

Le projet PPT vise le remplacement de la flotte vieillissante des camions dépanneurs, de transport de chars ou encore de munitions, en partie d'origine Renault Trucks Defense. Certains datent du milieu des années 1980. Un temps intéressé, le suédois Scania a jeté l'éponge.

Pour Iveco, remporter le contrat aurait eu valeur de symbole. L'industriel italien n'a vendu jusque-là à l'armée française que des véhicules très spécialisés, camions frigo ou auto-école par exemple, en petites séries.

Quels objectifs après 2012 ?

La question du plan de charge de Renault Trucks Defense n'est pas la seule à l'origine du revirement de la procédure. Hervé Morin a également cherché à s'assurer avant de céder sa place que toutes les composantes du projet PPT restaient indispensables. « Je n'ai pas voulu conclure un engagement ferme qui risque d'être remis en cause après 2012 », explique aux « Echos » l'ancien ministre de la Défense. Pourquoi une telle prudence ? A cause des déficits publics.

Une fois épuisées les recettes exceptionnelles tirées de la vente des casernes et des fréquences hertziennes, il manquera en effet de l'argent pour financer tout ce que le Livre blanc de la défense de 2008 a prévu. Le prochain président aura donc des décisions difficiles à prendre. Soit il confirmera l'ambition de la France, mais alors, où trouver l'argent ? Soit il reverra à la baisse les objectifs fixés à l'armée, au risque que la France descende en

deuxième division des puissances militaires.

Post-scriptum :

<http://www.lesechos.fr/entreprises-...>